

[Texte]

served the government's purpose. Now that he is here and has given evidence, he is open for examination.

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, the questioning must be relevant to the bill and I suggest that this questioning is not . . .

Mr. Reilly: The questioning is highly relevant to the bill.

Mr. MacGuigan: Let Mr. Reilly demonstrate the relevancy; I do not see it.

Mr. Alexander: I thought it was quite obvious that the relevancy with respect to the removal of the ceiling demands some questioning on the time at which you found out that you were running out of money. I think it is all 'twixed and intermingled. I cannot see how it is not relevant.

Mr. MacGuigan: It is sufficient for that purpose, I think, that it is known that it was foreseen in the middle of September when a formal request was made.

• 1015

Mr. Reilly: Mr. Chairman, on a point of order, the Parliamentary Secretary is doing it again.

Yesterday I charged that it was known in the middle of August and he tried to cover up that fact. Today he is trying to cover up the fact again despite the fact there is now evidence before us, which will be printed in a subsequent edition of the minutes of these proceedings, to the effect that it was in the middle of August which is highly relevant. Parliament was in session after they knew it. That is what I am trying to . . .

Mr. MacGuigan: Mr. Chairman, that issue is not before this Committee. Mr. Reilly is drawing the wrong interpretation from the testimony of the witness. The witness has not said that he knew this in the middle of August. He said that he suspected this in the middle of August and informed the government in the middle of September, which is quite different from the words Mr. Reilly is trying to put into his mouth. That is what I object to in this line of questioning, Mr. Reilly is trying to put words into the witness's mouth.

Le président: Monsieur Dupont.

M. Dupont: Je trouve quand même drôle de voir qu'on veut tenter de faire un procès ou de savoir certaines choses. Mais comment se fait-il qu'on peut apporter un amendement pour faire en sorte que le plafond passe de 800 millions à 900 millions alors qu'on cherche à connaître certains chiffres. Je pense que si on désire faire passer le plafond à 900 millions, c'est qu'on doit savoir . . .

Le président: Monsieur Dupont nous n'en sommes pas encore rendus à l'amendement, alors nous pourrions revenir là-dessus tout à l'heure.

M. Dupont: Oui.

The Chairman: Mr. Reilly, you still have time for one question.

Mr. Reilly: Mr. Chairman, I am going to make a representation to you now, that because of the interventions of my friends opposite, I should be given another three or four minutes anyway.

[Interprétation]

opposé à ce qu'il réponde à des questions, mais il y a certaine pression étant donné que ce fonctionnaire est au service du gouvernement. Puisqu'il est ici, puisqu'il témoigne, alors interrogeons-le.

M. MacGuigan: Monsieur le président, les questions doivent se rapporter au projet de loi et je dirais quant à moi que les questions ne se . . .

M. Reilly: Les questions se rapportent fort bien au projet de loi.

M. MacGuigan: Laissons M. Reilly faire la preuve de ce qu'il affirme. Quant à moi, je ne le crois pas.

M. Alexander: Je croyais que le rapport était tout à fait évident puisqu'il s'agit de la suppression du plafond à un moment où vous avez découvert que vous étiez à cours d'argent. Je crois que tout cela est étroitement entremêlé. Mais de toutes manières je ne vois pas comment il ne pourrait y avoir de rapport.

M. MacGuigan: Je crois qu'il suffit de dire à ce moment, à mon avis, que la chose avait été prévue au milieu du mois de septembre au moment où une demande officielle avait été présentée.

M. Reilly: Monsieur le président, j'invoque le Règlement. Le secrétaire parlementaire recommence.

Hier, j'ai dit que la chose était connue au milieu du mois d'août et il a essayé de faire passer cet élément inaperçu. Il en est de même aujourd'hui en dépit des témoignages dont nous sommes saisis et qui seront imprimés au procès verbal, de sorte qu'il apparaîtra clairement que la chose s'est produite au milieu du mois d'août, ce qui pose un rapport extrêmement précis. Le Parlement était en session ultérieurement. Voilà ce que j'ai essayé . . .

M. MacGuigan: Monsieur le président, cette question n'est pas étudiée par le comité. Monsieur Reilly, c'est une mauvaise interprétation du témoignage. Le témoin n'a pas dit qu'il était au courant au milieu du mois d'août. Il a dit qu'il avait soupçonné cela au milieu du mois d'août et qu'il avait informé le gouvernement au milieu du mois de septembre; ce qui est très différent de ce que M. Reilly essaie de lui faire dire. C'est pourquoi je m'oppose à ce genre de question. M. Reilly essaie de faire dire au témoin quelque chose.

The Chairman: Mr. Dupont.

Mr. Dupont: I find it very curious to see that it is intended to make a trial or to know certain things. But how come it is possible to move an amendment so that the \$800 million ceiling becomes \$900 million while we are trying to know certain figures. I think that if we wish the ceiling to be \$900 million then we must know . . .

The Chairman: Mr. Dupont, the amendment is not before the Committee so that we can come back to this issue.

Mr. Dupont: Yes.

Le président: Monsieur Reilly, vous pouvez poser encore une question.

M. Reilly: Monsieur le président, je vais vous présenter une instance et vous priez de m'accorder trois ou quatre minutes supplémentaires étant donné les minutes d'intervention de mes collègues d'en face.